

Questions à François Bayrou sur l'EPR et le nucléaire

jeudi 4 janvier 2007, par [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 10 novembre 2006).

Après le Parti socialiste, le Réseau "Sortir du nucléaire" écrit aujourd'hui à l'UDF et écrira bientôt à tous les autres candidats à la présidence de la république.

Réseau « Sortir du nucléaire » - Fédération de 762 associations

<http://www.sortirdunucleaire.org/>

Communiqué de presse du vendredi 10 novembre 2006

***Election présidentielle :
le Réseau « Sortir du nucléaire » écrit à l'UDF***

A la veille du Conseil national de l'UDF, François Bayrou, candidat à l'élection présidentielle, a reçu ce jour un courrier du Réseau « Sortir du nucléaire » (lire ci-dessous) qui lui demande de se prononcer sur le nucléaire en général et tout particulièrement sur la construction du réacteur nucléaire EPR, prévu à Flamanville (Manche).

Le Réseau explique qu'il n'appellera à voter pour personne mais que, par contre, il fera directement campagne contre les candidats qui ne prendront pas des engagements parfaitement clairs sur la construction du réacteur EPR d'une part, et d'autre part sur la globalité du dossier nucléaire.

Le 15 avril dernier, avec le collectif « Stop-EPR » qu'il a initié, le Réseau « Sortir du nucléaire » a rassemblé malgré une pluie battante 30 000 manifestants à Cherbourg, contre la construction du réacteur nucléaire EPR.

Il annonce vouloir démultiplier le nombre de participants le 17 mars 2007 prochain avec 5 manifestations simultanées à Rennes, Lille, Strasbourg, Lyon, et Toulouse. Le Réseau « Sortir du nucléaire » questionne aussi l'UDF sur l'enfouissement des déchets radioactifs, projet qualifié par les antinucléaires de « véritable crime contre les générations futures ».

Enfin, le Réseau fournit à l'UDF un document qui conteste l'aptitude du nucléaire à réduire, même partiellement, le réchauffement climatique, à assurer une quelconque indépendance énergétique, et à s'inscrire dans un projet démocratique. Le Réseau « Sortir du nucléaire » rappelle à ce sujet la mise en garde à vue de son porte-parole, le 16 mai 2006, par la DST (Direction de la surveillance du territoire)

Contact presse (Stéphane Lhomme) : 06 64 100 333

Lyon, le 9 novembre 2006

Réseau « Sortir du nucléaire »

Fédération de 762 associations

9 rue Dumenge - 69004 Lyon cedex

Adresse à François Bayrou, candidat de l'UDF à l'élection présidentielle

[Réponse attendue avant le 17 novembre 2006 - Merci]

Monsieur,

Le Réseau « Sortir du nucléaire » regroupe aujourd'hui 762 associations, syndicats et partis politiques, des dizaines de milliers de personnes, et compte des centaines de milliers de sympathisants. Le 15 avril dernier, avec le collectif « Stop-EPR » que nous avons initié, nous avons rassemblé malgré une pluie battante 30 000 manifestants à Cherbourg, contre la construction du réacteur nucléaire EPR. Le 17 mars 2007, nous comptons démultiplier le nombre de participants avec 5 manifestations simultanées à Rennes, Lille, Strasbourg, Lyon, et Toulouse.

Comme l'indique le nom de notre association, nous voulons obtenir une décision de sortie du nucléaire. Aussi, fort logiquement, il nous est insupportable de voir l'Etat français et EDF tenter de construire un réacteur supplémentaire, l'EPR, prévu à Flamanville (Manche).

Contrairement à ce que prétendent les tenants du nucléaire, ce dernier ne permet aucunement de lutter contre le réchauffement climatique ou de protéger la France de la montée du prix de l'énergie. C'est aussi une industrie qui nécessite très peu d'emplois au vu des sommes investies. (Voir les données en fin de document).

De fait, il faut ramener le nucléaire à ce qu'il est : une énergie extrêmement dangereuse, productrice de déchets radioactifs, chère, excluant les citoyens sous prétexte de « secret défense », coupable de prolifération vers l'arme atomique, etc.

Nous nous adressons donc à vous pour obtenir des éclaircissements sur vos projets en matière de nucléaire, en particulier dans l'hypothèse où vous remporteriez les élections.

Dans l'attente de vos réponses d'ici le 17 novembre 2006, nous vous prions de croire, Monsieur, à notre engagement total en faveur de l'environnement et de la démocratie.

Le CA du Réseau « Sortir du nucléaire »

Question 1 : quelle est votre position sur le réacteur nucléaire EPR ?

Nous vous demandons solennellement de nous dire quelle est votre position exacte par rapport à la construction du réacteur nucléaire EPR à Flamanville (Manche). De nombreux spécialistes de l'environnement, dont Nicolas Hulot, ont pris position contre la construction de ce réacteur. Si vous remportez les élections présidentielles et/ou législatives, annulerez-vous la construction du réacteur EPR, que ce soit à Flamanville (Manche) comme prévu par le gouvernement actuel ou sur un éventuel autre site ?

Question 2 : quelle position sur l'enfouissement des déchets radioactifs ?

Un site est en construction à Bure (Meuse) pour y enfouir à terme les déchets radioactifs les plus dangereux. Pour une majorité de citoyens, un tel enfouissement est un véritable crime contre les générations futures. Claude Allègre, ancien Ministre et surtout ancien président du Bureau des Recherches Géologiques et Minières (BRGM) a déclaré le 6 février 2001 devant le Sénat : « On a raison de se mobiliser contre les méthodes de stockage ; géologiquement parlant, le sous-sol est le plus mauvais endroit pour stocker les déchets radioactifs à cause de l'eau qui y circule et pénètre partout. »

Si vous remportez les élections présidentielles et/ou législatives, annulerez-vous tout projet d'enfouissement des déchets radioactifs ? Dans tous les cas, reconnaissez-vous qu'il n'y a aucune solution acceptable pour les déchets radioactifs et que la première chose est d'arrêter au plus vite d'en produire ?

Annexe - Des données indispensables sur le nucléaire

On peut lire ici où là que le nucléaire serait une option pour lutter contre le réchauffement climatique. Or l'atome ne couvre que 2% de la consommation mondiale d'énergie : une part si faible que le rapport « Facteur 4 », remis au gouvernement en octobre 2006, pointe « l'apport finalement marginal du nucléaire » dans la lutte contre l'effet de serre. (Cf *Le Monde*, Editorial, vendredi 13 octobre 2006)

Qui plus est, de l'aveu même de l'Agence internationale de l'énergie, la part du nucléaire est en déclin irréversible : la majorité des 440 réacteurs actuellement en fonction sur Terre fermera d'ici 2030 et les éventuels nouveaux réacteurs ne compenseront pas les fermetures. Le réchauffement climatique est un vrai problème, mais il est clair que ce n'est pas le nucléaire qui le règlera, même partiellement.

Autre mythe : l'indépendance énergétique apportée par le nucléaire est en réalité très faible. En France, malgré 58 réacteurs, l'atome couvre péniblement 17% de la consommation énergétique. Certes, pour qui est conscient du risque nucléaire, c'est 17% de trop mais, en fin de compte, c'est une part très faible, trop faible pour changer la donne : la France est, comme les autres pays, frappée par l'explosion de la facture énergétique : + 24% en 2004, + 35% en 2005 et, au vu des 10 premiers mois, cela va être encore pire pour 2006. Et il faut y ajouter la très lourde facture nucléaire (déchets, démantèlement).

De plus, le 10 juillet 2006, le ministre de l'industrie François Loos (pourtant totalement pronucléaire) a annoncé que la part du nucléaire dans l'électricité française tomberait de 80% actuellement à 73% en 2015 (soit environ 15% de l'énergie consommée contre 17% actuellement). Il faut le dire et le redire : en France comme dans le monde, le nucléaire est en déclin irrémédiable et ne protégera personne du réchauffement climatique ni de la montée du prix de l'énergie.

Autre fausse vertu du nucléaire : l'emploi. La centralisation extrême des emplois dans les centrales nucléaires donne une fausse impression de masse : à production égale, les énergies renouvelables créent 15 fois plus d'emplois. Par exemple, si l'EPR est construit, il coûtera 3,5 milliards d'euros pour créer... 300 emplois pérennes : une misère ! Faites le compte : 12 millions d'euros par emploi, une folie. De plus, la sortie du nucléaire ne pousserait personne au chômage : le temps de fermer 58 réacteurs, de les démanteler et de s'occuper des déchets radioactifs, il reste du travail pour... des millions d'années.

A l'inverse l'étude commandée en 2006 par le Réseau Sortir du nucléaire au bureau d'étude « Les 7 Vents du Cotentin » montre qu'avec la même somme, il serait possible de produire ou d'économiser deux fois plus d'énergie que l'EPR, tout en créant 10 000 emplois décentralisés sur tout le grand

ouest.

Enfin, venons-en à la question démocratique. La plupart des centrales nucléaires n'ont pu être construites qu'avec l'intervention massive de compagnies de CRS. De plus, par nature, le nucléaire est exclu du contrôle citoyen : depuis 50 ans en France, les populations sont ainsi privées de leurs droits et les associatifs sont pourchassés (Cf dernièrement encore l'intervention de la DST chez un porte-parole du Réseau « Sortir du nucléaire »). Le nucléaire est incompatible avec un projet démocratique.